

finance de l'agence des armements (Absence de sanctions), retour fâcheux aux souverainetés nationales (Rôle politique de l'Etat-Major allemand) ; ratification nécessaire pour éviter un deuxième échec très grave, mais nouvelle étape nécessaire (Pool réel des armements, Assemblée parlementaire élue, réforme du Conseil de l'Europe et de la C. E. C. A.) [22 décembre 1954] (p. 6745 à 6748). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A.* [20 juillet 1955] (p. 3952).

JARROSSON (M. Guy), *Député du Rhône (1^{re} circonscription) (R. I.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des affaires économiques [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre suppléant : de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**); de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juin 1954] (**F. n° 394**). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire conférer aux généraux Juin et de Lattre de Tassigny la dignité de Maréchal de France, **n° 2071**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, **n° 2096**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à conférer au général Juin la dignité de Maréchal de France, **n° 2420**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à prolonger l'activité de service de certains fonctionnaires d'une durée égale à celle de leur éviction par le Gouvernement de Vichy, **n° 2859**. — Le 18 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2830) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et la Pologne sur le règlement par la Pologne des créances financières françaises conclu à Paris le 7 septembre 1951, **n° 3705**. — Le 12 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4260) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (III. — Affaires économiques), **n° 4724**. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 6845) portant ratification du décret n° 53-990 du 30 septembre 1953 rétablissant les droits de douane sur certains œufs, **n° 7336**. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3199) autorisant le Président de la République à ratifier : 1^o le Protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en date du 30 octobre 1947 ainsi que les Protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement, protocoles de modification signés à La Havane le 24 mars 1948, protocole de rectification signé à La Havane le 24 mars 1948, protocoles de modification signés à Genève le 14 septembre 1948; deuxième protocole de rectification signé à Genève le 14 septembre 1948; déclarations signées à Annecy le 9 mai 1949 et le 11 août 1949 — protocoles de modification signés à Annecy le 13 août 1949 — protocole de remplacement signé à Annecy le 13 août 1949; troisième protocole de rectification signé à Annecy le 13 août 1949; protocole d'Annecy des conditions d'adhésion du 10 octobre 1949; quatrième protocole de ratification signé à Genève le 3 avril 1950; cinquième protocole de rectification signé à Torquay le 16 décembre 1950; protocole de Torquay, annexé à l'accord général du 21 avril 1951; décisions de Torquay approuvant l'adhésion des Gouvernements adhérents du 21 avril 1951, déclaration et acte final de Torquay du 21 avril

1951, protocole de rectification et de modification du 26 octobre 1951; 2° l'Avenant du 1^{er} août 1949 à la Convention du commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce; 3° l'Avenant du 8 août 1949 à la Convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande (Dispositions concernant l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), **n° 8323**. — Le 12 novembre 1954, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9290) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (III. — Affaires économiques), **n° 9457**. — Le 18 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9657) portant modification de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 et de la loi n° 54-282 du 15 mars 1954 relatives à la répartition des indemnités accordées par les États yougoslave, tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, **n° 10451**. — Le 12 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9657) portant modification de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 et de la loi n° 54-282 du 15 mars 1954 relatives à la répartition des indemnités accordées par les États yougoslave, tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, **n° 10722**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur le monopole de l'enseignement)* [6 septembre 1951] (p. 7977, 7978); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de trésorerie des entreprises)* [9 novembre 1951] (p. 7876); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : en qualité de Rapporteur pour avis : *Sa demande de renvoi à la Commission des affaires économiques* [29 novembre 1951] (p. 8658, 8659); en qualité de rapporteur pour avis [5 décembre 1951] (p. 8824); Chap. 3030 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer les crédits pour les frais*

d'installation de l'appartement du Ministre Quai Branly (p. 8835); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuel)* (p. 8836); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Centre national du commerce extérieur)* [11 décembre 1951] (p. 8983, 8985); *Amendement de M. Costes tendant à réduire de 20 millions les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Comité franc-dollar)* (p. 8987); Chap. 5050 : *Sa demande de disjonction du chapitre subventionnant les restaurants sociaux* [12 décembre 1951] (p. 9055); *la retire* (ibid.); Chap. 3030 : *Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Appartement du Ministre Quai Branly)* (p. 9056); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : en qualité de Rapporteur pour avis [6 décembre 1951] (p. 8870); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9004); Art. 2 : *Son rappel au règlement (Recevabilité des amendements)* (p. 9025); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : en qualité de Rapporteur pour avis [27 décembre 1951] (p. 9946); Art. 2, État B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Prêts aux entreprises métallurgiques* (p. 9979); INVESTISSEMENTS SOCIAUX : *Amendement de M. Boscardy-Monsservin, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits demandés par le Gouvernement pour les prêts sociaux d'intérêt agricole* (p. 9986); Art. 9 : *Amendement de M. Catrice tendant à accorder la participation de l'État aux petites entreprises qui se modernisent* [28 décembre 1951] (p. 10005); Art. 15 : *Demande de disjonction présentée par M. Cristofol, de l'article permettant la fermeture des petites usines à gaz* (p. 10007); Art. 16 : *Amendement de M. Silvanore tendant à retirer l'article créant le bureau d'organisation des ensembles industriels africains* (p. 10007); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 10028); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas créer de juridiction d'exception pour le tribunal des ententes* [9 juillet 1952]

(p. 3741) ; Art. 18 : *Amendement de M. Catroux tendant à prévoir l'exécution des jugements par réquisition de la force publique* [10 juillet 1952] (p. 3790) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 novembre 1952] (p. 5150) ; Etat A, Chap. 3101 : *Commerce avec les pays de l'Est* (p. 5153) ; Chap. 3122 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités du service des enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 5158) ; Chap. 4413 : *Demande de rétablissement des crédits pour remboursement des charges fiscales aux exportateurs* (p. 5165) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes (exercice 1952) : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Leenhardt* [29 janvier 1953] (p. 643) ; — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 6 : *Amendement de M. Cornignon-Molinier tendant à prévoir un représentant du Ministère des Finances et un du Ministère de l'Industrie* [19 février 1953] (p. 1183). — Dépose une demande d'interpellation sur la lenteur inadmissible des travaux de la Commission chargée de l'indemnisation des intérêts français en Tchécoslovaquie [4 novembre 1953] (p. 4810). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Son ordre du jour approuvant le pacte Atlantique et condamnant la C. E. D.* [24 novembre 1953] (p. 5489) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 novembre 1953] (p. 5580) ; Etat A, Chap. 3402 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Commission nationale technique des classes moyennes)* (p. 5586) ; Chap. 4413 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de charges fiscales (Remboursement du prélèvement de 1 0/0 en faveur du logement)* (p. 5588) ; Etat C, Chap. 8401 : *Amendement de M. Dronne tendant à réserver le chapitre relatif au versement aux producteurs de textiles (Insuffisance du taux de la taxe d'encouragement)* (p. 5592) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 5596) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COM-

MISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) Etat A, Titre III : *Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 francs les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux prévus)* [27 novembre 1953] (p. 5643, 5646) ; *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* (p. 5648) ; *ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5649) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Contre-projet de M. Abelin (Détaxation des investissements véritables, taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les prestations de service, limitation à trois impôts d'Etat)* [25 mars 1954] (p. 1260) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Discussion générale (Nombre de jours fériés et chômés pendant le mois de mai)* [1^{er} avril 1954] (p. 1562) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Publicité donnée aux sanctions prises à l'encontre du Maréchal Juin à la suite de ses déclarations sur la C. E. D.)* [1^{er} avril 1954] (p. 1593, 1594). — Dépose une demande d'interpellation sur la publicité donnée aux sanctions prises à l'égard du Maréchal Juin [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 44-11 : *Réorganisation des organismes chargés du commerce extérieur* [15 novembre 1954] (p. 5008) ; Chap. 44-15 : *Attribution du comité et du commissariat du fonds national de productivité* (p. 5011). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Tunisie [5 juillet 1955] (p. 3607). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Présence française, définition du lien entre la France et la Tunisie, justice tunisienne, conditions de la défense française (Bizerte, Ferryville), hésitations de la Tunisie entre trois totalitarismes, protocole complémentaire* [7 juillet 1955] (p. 3703 à 3706) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité : violation des traités par l'institution du Conseil du trône, dangers d'un Gouvernement représentatif* [8 octobre 1955] (p. 4961, 4962). =

S'excuse de son absence [27 juillet 1951] (p. 6098), [17 mars 1953] (p. 1956), [8 décembre 1953] (p. 6278). = Obtient des congés [27 juillet 1951] (p. 6098), [17 mars 1953] (p. 1956), [8 décembre 1953] (p. 6278).

JEAN (M. Léon), *Député de l'Hérault (S.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : secrétaire de la Commission des boissons [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault victimes des récents orages, cyclone et grêle et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation, **n° 594**. — Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault victimes des récents orages, cyclone et grêle des 4 et 6 août 1951 et à les exonérer des obligations de blocage et de distillation, **n° 632**. — Le 29 août 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 636) de M. Gourdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder, suivant de nouvelles méthodes, à l'échelonnement des sorties de vins de la propriété pour la récolte 1951, **n° 905**. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code du vin, **n° 2741**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1455) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues

tendant à réparer le préjudice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} septembre 1939 et le 13 mars 1942 maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités par application du décret du 1^{er} septembre 1939 et pour lesquels les services ainsi rendus n'ont pas été décomptés pour la retraite, alors que ces mêmes services ont été pris en compte pour les agents atteints par la limite d'âge après le décret de Vichy du 13 mars 1942, **n° 3073**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1633) de M. Delbez tendant à compléter la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des retraites, **n° 3074**. — Le 8 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2318) de M. Berthet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une Caisse spéciale, au sein de l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre, alimentée par l'abandon total de la retraite du combattant, par certains anciens combattants, au profit d'œuvres sociales, **n° 3244**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter, à partir du 16 janvier 1954, le prix du vin à la production à 300 francs le degré-hecto, **n° 7570**. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1148) de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 7783**. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sur l'organisation du marché des vins, **n° 10273**. — Le 29 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 10695) de MM. Gourdon et Léon Jean tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes de l'état de faillite de leurs acheteurs, **n° 11053**. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'Hérault, **n° 11253**. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 11764) de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins des Côtes de Provence, **n° 11837**.